

FINMETRIX

COMMENTAIRE MENSUEL

ANALYSE DU MOIS

GESTION DE RISQUES FINANCIERS



MAI 2026

BONJOUR

INTRODUCTION

Avril a confirmé un environnement mondial plus contrasté, où les marchés doivent composer avec des signaux économiques parfois divergents. Au Canada, l'inflation demeure contenue, mais la croissance, l'emploi et le logement montrent encore des signes de fragilité. Aux États-Unis, l'économie ralentit graduellement, tandis que la remontée de l'inflation complique la trajectoire de la Réserve fédérale. En Europe, le choc énergétique et les tensions commerciales pèsent sur la confiance. Au Royaume-Uni, l'inflation reste élevée alors que le marché du travail perd de l'élan. En Chine, les exportations soutiennent encore l'activité malgré une demande intérieure fragile. Enfin, le blé progresse sous l'effet des risques météo et géopolitiques.

Bonne lecture!

CAD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR CANADIEN

PLUS DE DÉTAILS

Le taux USDCAD est passé d'environ 1.3916 à 1.3582 au cours du mois d'avril. Sur le plan de l'inflation, les pressions demeurent globalement contenues, avec un IPC annuel de 2.4 % en mars, malgré une légère remontée liée à l'énergie. Selon RBC Economics, cette hausse ne devrait pas « raviver une inflation systémique », ce qui suggère que la tendance désinflationniste reste globalement intacte.

Dans ce contexte, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 2.25 % lors de sa décision d'avril, estimant que le niveau actuel demeure approprié. Le ton reste prudent et dépendant des données, alors que les autorités surveillent l'évolution des pressions inflationnistes et de la croissance. Certains économistes évoquent un biais légèrement restrictif si l'inflation devait persister.

L'activité économique montre des signes de ralentissement. Après une contraction au quatrième trimestre 2025, la croissance au début de 2026 demeure modérée, alors que la demande intérieure s'essouffle et que les conditions financières restrictives continuent de peser sur l'investissement et la consommation.

Le marché du travail reflète cette dynamique. En mars, le taux de chômage a atteint environ 6.2 %, en légère hausse, tandis que la création d'emplois ralentit et que les postes vacants diminuent. Les jeunes travailleurs sont particulièrement touchés, signalant un ajustement graduel de la demande de main-d'œuvre.

Le secteur immobilier reste contraint. Malgré une reprise saisonnière dans certaines régions, les taux hypothécaires élevés limitent l'accessibilité. La Banque du Canada a également mis en garde contre un excès d'offre dans certains segments, notamment les petits condominiums.

Enfin, le commerce extérieur demeure volatil. Le déficit commercial s'est creusé en février, dans un contexte de hausse des importations et des exportations. Les perspectives restent étroitement liées à l'évolution des relations commerciales avec les États-Unis, notamment à l'approche de la révision de l'ACEUM.



USD



ZOOM SUR ▼ LE DOLLAR AMÉRICAIN

PLUS DE DÉTAILS

L'indice DXY est passé d'environ 99.96 à 98.10 au cours du mois d'avril. L'économie américaine montre des signes de modération. La croissance du quatrième trimestre 2025 a été révisée à 0.5 % en rythme annualisé, contre 0.7 % précédemment, reflétant un affaiblissement de l'investissement des entreprises et une contribution moins favorable des stocks. La consommation demeure un soutien important, mais l'économie avance avec moins de marge dans un contexte de coûts de financement encore élevés.

L'inflation est redevenue un enjeu central. En mars, l'IPC a progressé de 3.3 % sur un an, contre 2.4 % en février, sous l'effet notamment de la hausse des prix de l'énergie. Selon TD Economics, cette remontée semble davantage liée à un choc temporaire qu'à une réaccélération durable des pressions sous-jacentes. Le retour vers la cible de 2 % demeure toutefois moins linéaire, ce qui complique la lecture de la Réserve fédérale.

Dans ce contexte, la Fed a maintenu ses taux inchangés en avril, dans une fourchette de 3.5 % à 3.75 %. Les autorités monétaires restent prudentes, partagées entre une inflation encore trop élevée et des signes de ralentissement économique. Jerome Powell a également insisté sur l'importance de préserver l'indépendance de la banque centrale, dans un environnement politique plus tendu.

Le marché du travail reste solide, mais moins uniforme. L'économie a créé 178,000 emplois en mars, au-dessus des attentes, tandis que le taux de chômage s'est établi autour de 4.3 %. Cette résistance limite la pression immédiate sur la Fed, même si certains indicateurs de confiance des travailleurs se dégradent.

Le secteur immobilier demeure l'un des principaux freins. Les taux hypothécaires restent élevés, avec le taux fixe 30 ans autour de 6.38 % à la fin avril, ce qui continue de limiter l'accessibilité et les transactions. En parallèle, les tensions commerciales, notamment autour des tarifs, entretiennent l'incertitude pour les entreprises exposées aux chaînes d'approvisionnement mondiales.



EUR



ZOOM SUR ▼
L'EURO

PLUS DE DÉTAILS

La paire EURUSD est passée d'environ 1.1553 à 1.1732 au cours du mois d'avril. L'inflation est redevenue un point de tension en zone euro. Après avoir atteint 1.9% en février, elle a été révisée à 2.6 % en mars, sous l'effet du rebond des prix de l'énergie lié au conflit au Moyen-Orient. Les services demeurent également proches de 3.0 %, ce qui complique le retour durable vers la cible de 2 % de la Banque centrale européenne.

Dans ce contexte, la BCE a maintenu ses taux inchangés en avril, adoptant une posture prudente face à un environnement plus instable. Le choc énergétique accroît les risques haussiers sur les prix, tandis que la croissance demeure faible.

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance de la zone euro pour 2026 à 1.1 %, contre 1.4 % auparavant, en raison d'une inflation plus élevée et d'un momentum économique réduit. Les données récentes confirment cette fragilité, avec une progression du PIB limitée au premier trimestre. Les écarts entre pays demeurent marqués, notamment entre une Allemagne encore faible et des économies du sud relativement plus résilientes.

Le commerce extérieur ajoute une autre source d'incertitude. L'Union européenne évolue dans un environnement commercial plus fragmenté, marqué par les tensions avec les États-Unis, la Chine et les débats autour des mesures de protection industrielle. Les discussions sur les droits de douane, l'acier et les instruments anti-coercition montrent que le commerce devient de plus en plus stratégique. Même si certains coûts de transport entre l'Asie et l'Europe se sont détendus récemment, les entreprises restent exposées à des risques géopolitiques et réglementaires plus élevés.

Le marché du travail demeure un soutien relatif, avec un taux de chômage autour de 6 %. Cette résilience aide à stabiliser les revenus des ménages, mais ne compense pas entièrement la faiblesse industrielle, les coûts énergétiques et l'incertitude commerciale. L'Europe entre donc dans une phase où inflation, énergie et commerce dictent de nouveau le sentiment des marchés.



GBP



ZOOM SUR ▼ LA LIVRE STERLING

PLUS DE DÉTAILS

La paire GBPUSD est passée d'environ 1.3226 à 1.3605 au cours du mois d'avril. L'inflation redevient plus contraignante pour l'économie britannique. En mars, l'IPC a atteint 3.3 %, contre 3.0 % en février, marquant une reprise des pressions sur les prix. Cette hausse provient notamment des coûts liés au transport et à l'énergie, dans un contexte géopolitique plus tendu. Le retour vers la cible de 2 % paraît donc moins linéaire, surtout si les prix de l'énergie continuent d'alimenter les coûts des entreprises et des ménages.

Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 3.75 % en avril. Le comité de politique monétaire a voté à 8 contre 1 en faveur du statu quo, Huw Pill, économiste en chef de la Banque, privilégiant plutôt une hausse à 4 %. La banque centrale reste donc prudente : l'inflation demeure trop élevée pour justifier un assouplissement, mais l'économie ne montre pas assez de vigueur pour absorber facilement un nouveau resserrement.

La croissance reste modérée. L'Office for Budget Responsibility anticipe une progression du PIB britannique de 1.1 % en 2026, tandis que la moyenne des prévisions indépendantes compilées en avril est plus faible, autour de 0.6 %. Cette divergence reflète une économie encore fragile, où la consommation reste sensible au coût de la vie et où l'investissement demeure freiné par des conditions financières restrictives.

Le marché du travail envoie un signal plus nuancé. Le taux de chômage a reculé à 4.9 %, mais les postes vacants sont tombés à 711 000 au premier trimestre, leur plus bas niveau depuis 2021. La croissance salariale ralentit également, ce qui réduit certains risques inflationnistes, mais confirme une demande de main-d'œuvre moins vigoureuse.

Sur le plan commercial, le Royaume-Uni demeure exposé à une demande extérieure fragile. Les données commerciales continuent de montrer une économie dépendante des services pour compenser la faiblesse relative du commerce de biens.



CNH



ZOOM SUR ▼ LE RENMINBI

PLUS DE DÉTAILS

La paire USDCNH est passée d'environ 6.8885 à 6.8321 au cours du mois d'avril. L'économie chinoise conserve une certaine résilience, mais sa composition demeure déséquilibrée. Le PIB a progressé de 5.0 % sur un an au premier trimestre, un rythme cohérent avec la cible officielle de 4.5 % à 5 % pour 2026. Cette performance reste toutefois fortement appuyée par la production industrielle et les exportations, alors que la consommation intérieure demeure fragile. Beijing cherche donc à maintenir l'activité sans relancer l'endettement.

L'inflation reste faible, ce qui confirme une demande domestique encore modérée. En mars, l'IPC annuel est revenu à 1.0 %, après 1.3 % en février, tandis que les prix à la production demeurent sous pression. Cette dynamique donne une certaine marge de manœuvre aux autorités, mais elle illustre aussi la difficulté à générer une reprise plus autonome tirée par les ménages.

Dans ce contexte, la Banque populaire de Chine a maintenu ses taux préférentiels inchangés en avril, pour un 11e mois consécutif. Le taux à un an est resté à 3.0 %, tandis que le taux à cinq ans, référence importante pour le crédit immobilier, s'est maintenu à 3.5 %. Les autorités privilégient donc une approche ciblée plutôt qu'un assouplissement généralisé, afin de soutenir la croissance tout en limitant les risques financiers.

Le marché du travail montre quelques signes de tension. Le taux de chômage urbain a atteint 5.4 % en mars, contre 5.3 % en février, son niveau le plus élevé en 13 mois. Le gouvernement vise toutefois un taux autour de 5.5 % pour 2026 et la création de plus de 12 millions d'emplois urbains, ce qui souligne l'importance de préserver la stabilité sociale dans une phase de croissance plus lente.

Au niveau du commerce extérieur, les exportations ont augmenté de 2.5 % en mars, un net ralentissement après la forte progression de janvier et février, tandis que les importations ont bondi de 27.8 %. Les tensions au Moyen-Orient et les perturbations logistiques ont relevé les coûts de transport et d'énergie, accentuant la pression sur les marges.



COMMODITÉ



ZOOM SUR ▼
LE BLÉ

PLUS DE DÉTAILS

Les prix du blé ont progressé depuis le début de l'année, passant d'environ 5.00 USD à 6.25 USD par boisseau à la fin avril. Cette hausse ne reflète pas un marché fondamentalement serré aujourd'hui, mais plutôt une réévaluation du risque pour la prochaine récolte. Le USDA indique que les superficies américaines de blé prévues pour 2026/2027 seraient en baisse de 3 %, à leur plus bas niveau depuis le début des relevés en 1919.

Les stocks demeurent toutefois importants. Pour 2025/2026, les stocks de fin de campagne américains sont estimés à 938 millions de boisseaux, en hausse de 10 % sur un an et à un sommet de six ans. Le prix moyen à la ferme est, lui, prévu à 5.00 USD le boisseau, soit un creux de six ans. Ces données limitent le potentiel de hausse, mais elles concernent surtout l'équilibre actuel, alors que les marchés commencent déjà à se positionner sur les risques de production à venir.

Le facteur météo explique une bonne partie de cette prime. Au début d'avril, seulement 35 % du blé d'hiver américain était jugé en condition bonne ou excellente, contre 48 % un an plus tôt. En parallèle, environ 65 % de la production américaine de blé d'hiver se situait dans des zones touchées par la sécheresse, contre 37 % à la même période l'an dernier. Les pluies attendues dans les Grandes Plaines pourraient soulager certaines cultures, mais une partie des pertes de rendement pourrait déjà être intégrée dans les prix.

Les facteurs macroéconomiques ont aussi soutenu le marché en avril. La hausse du pétrole, l'affaiblissement du dollar américain et les tensions au Moyen-Orient ont favorisé un rebond des contrats à terme. Des coûts énergétiques plus élevés peuvent également se transmettre aux frais de transport, d'engrais et de production, ajoutant une couche de soutien aux prix.

Le marché du blé reste donc pris entre des stocks élevés et une prime de risque plus importante sur la prochaine campagne. L'offre demeure confortable, mais les superficies américaines historiquement faibles, les conditions de sécheresse et le contexte géopolitique empêchent une lecture franchement baissière.





Les dépenses militaires poursuivent leur hausse

Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 887 milliards USD en 2025, en hausse de 2.9 % en termes réels, selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). La progression est surtout portée par l'Europe, où les dépenses ont augmenté de 14 %, et par l'Asie-Océanie, en hausse de 8.1 %.

Cette dynamique reflète un environnement géopolitique plus instable, marqué par la guerre en Ukraine, les tensions en Asie et les pressions exercées sur plusieurs alliés pour accroître leurs budgets de défense. Pour les gouvernements, la sécurité redevient une priorité budgétaire majeure.

Source : Stockholm International Peace Research Institute

Lien : [ICI](#)

Shell renforce sa présence au Canada

Shell a annoncé l'acquisition d'ARC Resources, société énergétique canadienne active dans le bassin de Montney, pour 16.4 milliards USD, dette comprise. L'opération doit ajouter environ 370 000 barils équivalent en pétrole par jour à la production du groupe.

L'accord renforce la position de Shell dans le gaz naturel canadien et les ressources nord-américaines. Le groupe cherche ainsi à accroître sa base de production à long terme, alors que la demande mondiale d'énergie demeure élevée et que les grands producteurs sécurisent davantage leurs actifs stratégiques.

Source : CNBC

Lien : [ICI](#)

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ

Ce document est fourni à titre d'information seulement. L'information présentée est sous forme de résumé et peut-être incomplète. Il est interdit de distribuer, publier, reproduire ce document et/ou son contenu, sans notre permission écrite à chaque instance. Nous n'assumons aucune responsabilité pour les pertes subies par l'entreprise, ses propriétaires, ou toute autre partie et qui résulteraient de la circulation, de la publication, de la reproduction ou du mauvais usage de ce document. Nous nous réservons le droit (mais ne sommes sous aucune obligation) de réviser tous les calculs inclus ou mentionnés dans le présent document et, si nous le croyons nécessaire, d'y apporter des changements qui seraient justifiés par des faits, des tendances ou des conditions existant à la date de la présentation, mais qui nous furent connus subséquemment.

Bien que FINMETRIX ait déployé des efforts commercialement raisonnables pour s'assurer de l'exactitude des renseignements contenus dans le présent document, FINMETRIX ne garantit d'aucune façon leur exactitude, leur actualité ou leur exhaustivité. Le présent document ne vise aucunement à donner des recommandations, conseils, avis juridiques ou fiscaux et ne doit pas servir à cette fin, car il pourrait devenir périmé, en tout ou en partie, à tout moment. Il incombe à l'utilisateur de vérifier les renseignements qu'il contient avant de s'en servir. Toute opération financière comporte un certain nombre de risques et de facteurs à considérer. Avant d'agir sur l'information ou d'effectuer une opération, vous devriez étudier attentivement les conditions, évaluer les risques et de déterminer si elle répond aux besoins et objectifs particuliers du client, à son expérience, à ses ressources financières et opérationnelles et toute autre circonstance qui lui est propre.

”
LA MEILLEURE
STRATÉGIE
C'EST D'AVOIR
UNE
STRATÉGIE

